



Communiqué de presse

Pro Enfance, ATAN, FTFD et kibesuisse
Berne, 4 septembre 2024

**Les associations
professionnelles de
la branche de
l'éducation et
accueil de
l'enfance appellent
les autorités à agir**

La situation dans la branche de l'éducation et l'accueil de l'enfance est critique et nécessite des actions immédiates. Quatre associations professionnelles, représentant toutes les régions linguistiques, se sont unies pour parler d'une même voix et rédiger une lettre ouverte destinée aux autorités. Elles demandent des mesures concrètes et mesurables pour professionnaliser tou-te-s les professionnel-le-s de la branche et combattre la pénurie de personnel qualifié afin de garantir la qualité de l'accueil des enfants.

La crise s'est installée partout en Suisse

Depuis longtemps, la plateforme romande pour l'accueil de l'enfance (Pro Enfance), l'Association de l'accueil de l'enfance de la Suisse italienne (ATAN), la Fédération tessinoise de l'accueil familial de jour (FTFD) et la Fédération suisse pour l'accueil de jour de l'enfant (kibesuisse) ont attiré l'attention sur l'importance de la qualité dans l'éducation et l'accueil de l'enfance (accueil collectif de la petite enfance, accueil collectif parascolaire, accueil familial de jour). La situation dans le secteur est grave et s'est entre-temps transformée en une crise dont les effets se font sentir dans toutes les régions de Suisse. C'est pourquoi les quatre associations ont décidé d'unir leurs forces. Lors d'une conférence de presse commune, elles ont présenté leur lettre ouverte destinée aux autorités.

Deux objectifs en ligne de mire

De nos jours, trop de professionnel-le-s de l'accueil de l'enfance n'ont pas une formation pédagogique suffisante. De plus, la branche est touchée par une pénurie aiguë et omniprésente de personnel qualifié. C'est pourquoi Pro Enfance, ATAN, la FTFD et kibesuisse demandent notamment à la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), à la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), et aux parlements et gouvernements cantonaux de s'attaquer sans délai à deux objectifs afin de garantir la qualité d'accueil des enfants : professionnaliser tou-te-s les professionnel-le-s et lutter contre la pénurie de personnel qualifié dans la branche de l'éducation et de l'accueil de l'enfance.

La professionnalisation doit aller de pair avec un financement suffisant

Pour parvenir à la professionnalisation de tou-te-s les professionnel-le-s de l'enfance, trois mesures sont nécessaires. Premièrement, les autorités compétentes doivent concevoir des modèles de financement permettant d'assurer, dans toutes les régions linguistiques, que 100% du personnel de l'enfance ait une formation initiale achevée et reconnue par la Confédération, dont 50% un diplôme de niveau tertiaire d'ici 2030. Deuxièmement, il est nécessaire que les autorités compétentes conçoivent des systèmes de financement qui règlent de manière uniforme les trois modalités d'accueil de l'enfance. Troisièmement, le personnel non formé ne doit plus être pris en compte dans les taux d'encadrement des enfants. Pour la

mise en œuvre, il faut des dispositions légales contraignantes et un financement suffisant, durable et prévisible.

Renforcer la fidélisation des professionnel-le-s de l'accueil de l'enfance

Pour lutter efficacement contre la pénurie de personnel de l'enfance qualifié, trois mesures doivent également être mises en œuvre. Premièrement, des modèles de financement durables sont nécessaires pour garantir par exemple des horaires de travail pour les activités pédagogiques avec les enfants, mais aussi pour leur préparation, la collaboration avec les familles et la formation continue. Deuxièmement, l'augmentation du nombre de professionnel-le-s formés (CFC, ES et HES) ne peut se faire qu'en concertation entre les différentes écoles professionnelles, organisations du monde de travail et sur le plan cantonal, intercantonal et fédéral. Troisièmement, il est nécessaire de mieux fidéliser les professionnel-le-s de l'accueil de l'enfance. Pour cela, il ne suffit pas d'augmenter les salaires, mais il faut aussi améliorer les conditions de travail, actuellement difficiles.

Un appel à prendre des mesures immédiates

Dès aujourd'hui, il est temps d'affronter la crise actuelle en répondant au besoin de professionnalisation de l'accueil de l'enfance et à la pénurie de personnel. Pro Enfance, ATAN, la FTFD et kibesuisse demandent à la CDAS et à la CDIP non seulement de discuter, mais également de planifier et de mettre en œuvre avec les cantons et les offices fédéraux les mesures concrètes et mesurables présentées dans leur lettre ouverte. Fin 2025, les quatre associations feront une évaluation des progrès réalisés par les autorités dans ce processus.

Contacts :

Alexandre Bedat, président Pro Enfance,
alexandre.bedat@saint-imier.ch, 079 257 24 26

Stevens Cramerli, président d'ATAN,
stevens.cramerli@atan.ch, 079 621 65 57

Giorgia Realini, présidente de la FTFD,
grealini@afdm.famigliediurne.ch, 076 429 32 23

Franziska Roth, présidente de kibesuisse,
franziska.roth@kibesuisse.ch, 078 719 66 51